

Arrêté temporaire n° 04-2024
portant règlementation de la circulation
pour empiètement sur la chaussée sur différentes voies communales

Monsieur Le Maire de la commune de Saint Marsal

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-4 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R110-1 et suivant, R411-5, R411-8, R411-18 et R411-25 à R411-28 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

Vu la demande d'arrêté de police de la circulation de la société Lumycom du 27 février 2024

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1

Dans le cadre des travaux de déploiement de la fibre : tirage de câble en souterrain et aérien, raccordements des réseaux, un empiètement sur chaussée sera effectué sur les différentes voies communales :

- ROUTE D'AMELIE
- PLACE DEL JOC
- CARRER DEL PANADER
- PLACE DE LA REPUBLIQUE
- CARRER D'AVALL
- PLACE D'EN MET
- CARRER DELS VENTS
- PLACE MICHEL COSTE
- CARRER DE L'AIRE D'EN VILA
- PLACE DE L'EGLISE
- CARRER DE L'APOTICAIRE
- CARRER DEL SERRE BIGAIRE
- CARRER FOUSC
- CARRER DEL SABATER
- CARRER DE LA CARRERADE
- CARRER D'AMUNT
- ROUTE DU COUSTOU
- ANCIEN CHEMIN DU MAS COMTE

Cette réglementation sera applicable du 11 mars 2024 au 10 avril 2024, date prévisionnelle de fin de travaux.

Article 2

La circulation à l'approche et sur la zone de travaux sera soumise aux restrictions suivantes :

- Défense de stationner
- Vitesse limitée à 10 km/h

Article 4

La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise Altitude Infrastructure Construction. Elle sera conforme aux prescriptions de

l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

Article 5

Ces travaux nécessiteront les dispositions suivantes :

- mise en place de barrières de chantier
- stationnement de véhicules de chantier

Article 6

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Le Maire, l'entreprise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté

Fait à Saint Marsal, le 29 février 2024

Le Maire

Guy METIVIER



La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Montpellier compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.